



SURVOL DES NÉGOCIATIONS DE L'OMC SUR L'AGRICULTURE

En attente du 2 avril

Une date est encerclée sur le calendrier de tous les Membres de l'OMC : le 2 avril, jour où l'administration Trump dévoilera son analyse des tarifs réciproques et identifiera les pays ciblés. Alors que certains espèrent que cela permettra de clarifier la stratégie commerciale des États-Unis pour les quatre prochaines années, la situation demeure imprévisible. Ce que nous savons jusqu'à présent, c'est que les États-Unis veulent s'attaquer aux tarifs douaniers, c'est-à-dire ouvrir de nouveaux marchés en abaissant les « taux consolidés très élevés », traiter les politiques non commerciales de la Chine, et réformer à la fois l'Organe de règlement des différends et le pilier de négociation de l'OMC.

La stratégie de l'administration Trump consiste à imposer des tarifs afin de gagner en pouvoir de négociation. Toutefois, la question qui se pose parmi les délégués est de savoir si cette stratégie vise principalement à utiliser la menace de tarifs réciproques pour forcer les entreprises à relocaliser leur production aux États-Unis en y investissant ; ou si elle s'inscrirait plutôt dans une nouvelle négociation commerciale visant à réduire les tarifs et à éliminer d'autres barrières commerciales, telles que les mesures sanitaires et phytosanitaires et les barrières non tarifaires, par le biais d'accords bilatéraux et d'accords entre petits groupes de pays. Certains élus américains et groupes agricoles, qui poussent en faveur d'un programme commercial ambitieux pour obtenir un nouvel accès aux marchés et l'élargir, soutiennent la seconde approche.

Les États-Unis affirment que la baisse de leurs taux consolidés à 3,4 % il y a trente ans n'a apporté aucun avantage au pays, ce qui explique pourquoi ils recherchent aujourd'hui la réciprocité. Parmi les pays ciblés par les tarifs américains, le Canada, le Mexique et l'Union européenne ont décidé de reporter une partie de leurs mesures de représailles jusqu'au mois d'avril. Le Canada et la Chine ont entamé une période de consultation bilatérale de 60 jours avec les États-Unis à l'OMC, à l'issue de laquelle ils pourront décider de contester formellement les mesures. Toutefois, cette approche semble vouée à l'échec étant donné l'état de l'Organe d'appel, si les États-Unis décidaient d'interjeter appel d'une décision défavorable. Quoi qu'il en soit, les mesures de représailles déjà imposées vont également à l'encontre des engagements des pays concernés à l'OMC. Il existe donc une crainte que cela devienne la norme et déclenche une véritable guerre commerciale.

Le Canada continue de contester les politiques commerciales américaines à l'OMC. Sa dernière initiative a eu lieu lors de la réunion du Comité de l'agriculture des 24 et 25 mars, où le Canada a demandé si les États-Unis avaient pris en compte :

- Les graves impacts négatifs de ces tarifs injustes – des droits de douane de 25 % sur tous les produits agricoles – imposés à l'encontre du Canada et du Mexique, deux de leurs proches alliés et partenaires commerciaux, notamment en tant que parties à l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), sur le système commercial multilatéral fondé sur des règles ?
- Les conséquences de tels tarifs sur la sécurité alimentaire nord-américaine et mondiale, ainsi que sur la croissance économique et la prospérité ?
- Les impacts négatifs de ces tarifs sur l'inflation, y compris sur les prix alimentaires, étant donné l'intégration poussée des chaînes d'approvisionnement nord-américaines ?

Les États-Unis ont simplement répondu que « cette question faisant actuellement l'objet d'une procédure de règlement des différends, il serait inapproprié de commenter le fond du dossier. Les États-Unis exerceront pleinement leurs droits en vertu de l'Organe de règlement des différends pour défendre leurs intérêts. »

Nouveau président du groupe de négociation sur l'agriculture

Les préparatifs pour la CM14 ont été mis en pause en raison du changement d'administration aux États-Unis, ainsi que de la recherche de nouveaux présidents pour plusieurs organes de négociation de l'OMC, notamment ceux sur les subventions à la

pêche et le Comité de l'agriculture en session extraordinaire (CoASS).

Au cours des dernières semaines, le Président du Conseil général, l'Ambassadeur Saqer Abdullah Almoqbel (Arabie saoudite), a multiplié les consultations auprès des délégations pour pourvoir rapidement le poste de président du CoASS, compte tenu de l'importance de faire progresser les négociations agricoles.

Le Groupe asiatique a proposé la candidature de l'Ambassadeur Ali Sarfraz Hussain du Pakistan pour succéder à l'Ambassadeur Alparslan Acarsoy (Turquie). Selon certaines sources, le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) avait fait campagne pour l'ambassadeur du Guyana, mais a finalement choisi de ne pas s'opposer à la nomination de l'Ambassadeur Hussain avant l'échéance du 20 mars.

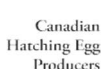
Comme la Turquie, le Pakistan est membre du G-33, une coalition de pays en développement menée par l'Inde et l'Indonésie, qui plaide pour une plus grande flexibilité permettant aux pays en développement de maintenir des ouvertures limitées de leurs marchés agricoles.

Le CoASS devrait procéder à la nomination officielle de l'Ambassadeur Hussain lors de sa prochaine réunion, provisoirement prévue pour le 1^{er} avril, après quoi les travaux préparatoires pour la CM14 reprendront.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.producteursdepoulet.ca, www.lesleveursdedindonduncanada.ca, www.chep-poic.ca www.producteursdoeufs.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-92



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA